

# INSTRUCTION

N° 98-001-M0 du 2 janvier 1998

NOR : BUD R 98 00001 J

Texte publié au BOCP

IMMATRICULATION DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX  
N'APPLIQUANT PAS LES INSTRUCTIONS M21-M31 ET DÉRIVÉES.

## ANALYSE

Règles générales d'immatriculation pour les EPL et SPL. Modalités pratiques pour le réseau, de mise à jour et de création d'EPL/SPL sur le fichier nominatif. Circuits d'échanges de documents entre les D.R. INSEE et les trésoreries générales.

Date d'application : 02/01/1998

## MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC LOCAL ; SERVICE PUBLIC LOCAL ; IMMATRICULATION ; RÉPERTOIRE NATIONAL DES ENTREPRISES ; INSEE ; TRÉSORERIE GÉNÉRALE ; COMPÉTENCE

## DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 95-077-M du 20 juillet 1995

## DOCUMENTS À ABROGER

Néant

## DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPGR	TPG	RF	DOM	T							

## DIFFUSION

GT 1

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction D - Bureau D3*

*Sous-direction C - Bureau C1*

*Sous-direction M - Bureau M1*

L'application informatique dénommée « EPL » implique en amont une identification précise des établissements publics locaux (EPL) et des budgets annexes des collectivités locales et des EPL.

La note présentée en annexe a pour but de clarifier, en liaison avec l'INSEE, les règles d'identification et d'immatriculation de ces établissements au répertoire SIRENE (système informatique pour le répertoire des entreprises et de leurs établissements).

Cet effort de classification et d'immatriculation est essentiel pour améliorer la connaissance du Trésor public dans le domaine local. En particulier, le numéro SIRET constitue la seule clé informatique de passage entre les budgets principaux et les budgets annexes.

Cette opération concerne directement les comptables et les trésoreries générales qui interviennent pour tous les établissements de leur département. Lorsqu'il existe des recettes des Finances, les trésoriers adressent les informations qu'ils détiennent aux trésoreries générales sous couvert des recettes de Finances. L'immatriculation ne relève que des trésoreries générales.

Cette opération, dont je mesure les difficultés, est essentielle. En effet elle conditionne la centralisation et la valorisation des données comptables d'un secteur atomisé mais aux enjeux considérables dont l'actualité est certaine. Les attentes pressantes de données financières des pouvoirs publics, des élus locaux, de nos partenaires sur les établissements publics locaux justifient l'implication de tous pour la réussir.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions devra être portée à la connaissance de la direction sous le timbre du bureau D3.

## LE DIRECTEUR. DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

Pierre-Louis MARIEL

ANNEXE : Lettre n° CD - 4935 du 28 octobre 1997

PARIS, LE

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

À

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSEE

MADAME ET MESSIEURS  
LES TRÉSORIER-PAYEURS GÉNÉRAUX  
DE RÉGION

MESDAMES ET MESSIEURS  
LES TRÉSORIER-PAYEURS GÉNÉRAUX

MESSIEURS LES DIRECTEURS  
RÉGIONAUX DE L'INSEE

**OBJET** : Immatriculation des établissements publics locaux au répertoire SIRENE

La direction de la comptabilité publique et la direction générale de l'INSEE souhaitent clarifier les règles d'identification et d'immatriculation au répertoire SIRENE (système informatique pour le répertoire des entreprises et de leurs établissements), applicables aux établissements publics locaux et aux budgets annexes ci-après définis, pour améliorer, encore, les modalités de recensement de leurs données financières et économiques.

La présente note a pour objet :

- d'une part, de préciser les règles de création, d'immatriculation et de dissolution des établissements publics locaux dotés de la personnalité juridique (EPL) et des services publics locaux non dotés de la personnalité juridique (budgets annexes) ;
- d'autre part, d'identifier les activités qui n'entrent pas dans ces deux catégories juridiques, mais qui font l'objet d'une reddition des comptes (production d'un compte de gestion) distincte.

A réception des présentes dispositions, il vous appartient de les mettre en oeuvre pour l'immatriculation des nouveaux organismes ainsi que pour l'enregistrement de toute modification pour ce qui concerne les autres organismes.

LE DIRECTEUR GENERAL  
DE L'INSEE

LE DIRECTEUR  
DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Paul CHAMPSAUR

Michel GONNET

## ANNEXE (suite)

Immatriculation des établissements publics locaux  
au répertoire sirene

## I. CONDITIONS D'IMMATRICULATION

## A. Champ des organismes concernés

La connaissance du secteur public local repose, en amont, sur la constitution au plan local d'une liste nominative et exhaustive des établissements publics locaux (EPL), des budgets annexes des collectivités territoriales et des budgets annexes des EPL.

Sont toutefois exclus du champ de cette note les établissements appliquant l'instruction M21 (secteur sanitaire), l'instruction M21 édition 1988 (secteur social ou médico-social), l'instruction M31 (OPHLM et OPAC), ainsi que les établissements publics locaux d'enseignement et les caisses de crédit municipal.

L'immatriculation des EPL et des budgets annexes a été entreprise, par l'INSEE, en liaison avec les trésoreries générales - services CEPL -, sur la base d'une instruction de la direction de la Comptabilité publique n° 95-077-M du 20 juillet 1995. Cette opération a été rendue difficile parce que, en pratique, des activités identiques sont gérées sous des formes différentes (tantôt sous forme d'un EPL, tantôt sous forme de budget annexe, par exemple : régie personnalisée ou non de production électrique, port fluvial, atelier-relais).

Par ailleurs, il existe des « budgets annexes » qui ont été institués pour suivre des activités non réglementées de manière individualisée, telles que des locations occasionnelles de salles ou de matériels. Ces activités sont des services à comptabilité distincte dépourvus de personnalité morale. Lorsqu'elles n'ont pas de caractère industriel ou commercial et ne sont pas soumises à la TVA, elles sont considérées comme des « *pseudo-budgets annexes* ».

La direction de la comptabilité publique veillera à ce que ces pseudo-budgets annexes disparaissent progressivement.

Bien que les activités décrites dans les pseudo budgets annexes ne fassent pas l'objet d'une demande d'immatriculation au répertoire SIRENE de l'INSEE, elles continueront d'être recensées par la direction de la comptabilité publique. Le compte de gestion produit par le receveur sera centralisé par l'application informatique dénommée « EPL ». En conséquence, il a été décidé d'attribuer un identifiant propre à la direction de la comptabilité publique.

Exemples :

Le SIVOM de la vallée de la Weis	est	un EPL budget principal
Le service assainissement SIVOM	est	un budget annexe du SIVOM
Le service contrat pays Lapoutroie du SIVOM	est	un pseudo-budget annexe du SIVOM
Le CCAS de Combourg	est	un EPL budget principal
Le foyer logement Combourg	est	un budget annexe du CCAS
Le CCAS rattaché de Brassy	est	un EPL budget rattaché à la commune de Brassy (SIREN différent de celui de la commune)

## ANNEXE (suite)

## B. Critères d'immatriculation

## 1. Le répertoire SIRENE dans le cadre des entreprises

Dans le répertoire SIRENE, les entreprises et leurs établissements sont codifiés de la façon suivante :

- un numéro SIREN, à 9 caractères, identifie l'entreprise (personnalité juridique) ;
- un numéro NIC, à 5 caractères, individualise chaque établissement au sens géographique du terme, le siège social ayant son propre NIC ;
- l'ensemble des numéros SIREN et NIC constitue le numéro SIRET à 14 caractères.

## 2. L'application des critères d'immatriculation du répertoire SIRENE aux EPL et budgets annexes

Les EPL se voient attribuer un numéro SIREN et un numéro NIC propres (par analogie au siège social d'une entreprise).

Les budgets annexes d'une collectivité locale ou d'un EPL se voient attribuer le numéro SIREN de la collectivité locale ou de l'EPL de rattachement. Ils se distinguent chacun par un NIC propre.

Par différence avec les entreprises, il est attribué :

- un seul numéro SIRET par EPL ou par budget annexe, même si l'activité est développée à plusieurs adresses différentes, dès lors que cette activité est retracée par un compte de gestion unique ;
- autant de numéros SIRET que de budgets annexes à la même adresse, dès lors que les activités sont retracées par plusieurs comptes de gestion.

Les « pseudo-budgets annexes », bien que n'entrant pas dans le champ de l'immatriculation au répertoire SIRENE, doivent être identifiés par les trésoreries générales. Au numéro SIREN de la collectivité ou de l'EPL de rattachement, est associé un pseudo-numéro NIC commençant par 99.

**Important** : le fait qu'un organisme ait conservé un lien financier avec une collectivité principale par l'intermédiaire d'un compte de liaison, n'entraîne pas la disparition de la personnalité morale que la loi lui a conférée. Ainsi, les CCAS peuvent fonctionner sans autonomie financière lorsque le volume réduit des opérations traitées n'exige pas l'attribution d'un compte de gestion distinct, mais ils conservent leur pleine autonomie juridique et donc leur numéro SIREN spécifique.

SIREN                      NIC

Exemples :

SIVOM de la vallée de la Weis (EPL budget principal)

2	4	6	8	0	0	0	5	6	0	0	0	1	1
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Service assainissement SIVOM (budget annexe du SIVOM)

2	4	6	8	0	0	0	5	6	0	0	0	2	9
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

## ANNEXE (suite)

Service contrat de pays Lapoutroie SIVOM (pseudo-budget annexe du SIVOM)	2	4	6	8	0	0	0	5	6	9	9	0	1	7
CCAS de Combours (EPL budget principal)	2	6	3	5	0	0	7	7	9	0	0	0	1	6
Foyer logement de Combours (budget annexe du CCAS)	2	6	3	5	0	0	7	7	9	0	0	0	2	4
CCAS rattaché de Brassy (EPL budget rattaché à la commune)	2	6	8	0	0	1	9	3	0	0	0	0	1	8

## C. Relations avec l'INSEE en cas de création, modification ou dissolution

Les trésoreries générales doivent adresser à l'INSEE une liste des établissements qui ont fait l'objet d'une création, d'une modification ou d'une dissolution. Seront remplies, par leurs soins, des fiches intitulées « SIRAD 1 » pour les établissements principaux (personnalité juridique) et « SIRAD 2 » pour les établissements secondaires (budgets annexes). Ces fiches sont fournies, à la demande des trésoreries générales, par les directions régionales de l'INSEE.

## II. Classification et règles d'immatriculation des epl et des budgets ANNEXES, sous forme de tableaux

Cette classification est exposée par deux tableaux de construction identique, le premier pour les EPL, le second pour les budgets annexes.

Ces tableaux associent à chaque dénomination un code type d'établissement, une règle d'immatriculation et des remarques éventuelles.

## A. Etablissements publics locaux

Le premier tableau distingue les EPL proprement dits des associations syndicales de propriétaires. Si, juridiquement, ces associations ne sont pas des établissements publics « locaux », il s'agit néanmoins d'établissements publics. A ce titre, le législateur les a dotées de pouvoirs et d'un statut proche de ceux d'un EPL avec pour conséquence leur assujettissement aux règles de la comptabilité publique, traduit par la production d'un compte de gestion.

## B. Budgets annexes

Ce second tableau se décompose en deux parties, l'une pour les budgets annexes faisant l'objet d'une immatriculation dans SIRENE, l'autre pour les « pseudo-budgets annexes » dont l'immatriculation reste spécifique à la direction de la comptabilité publique.

## ANNEXE (suite)

**TABLEAU N° 1**  
**ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX \***

dénomination	code type d'établis- sement**	immatriculation SIRET		remarques
		SIREN 9 caractères	NIC 5 caractères	
EPL au sens strict				***  Les activités peuvent aussi être isolées dans des budgets annexes (eau, transport...)  Association de collectivités territoriales de différentes natures ou d'EPL  Hors Paris et Toulouse  Y compris les C.C.A.S. et les caisses des écoles dont le compte de gestion est rattaché à celui de la commune  En général EPIC
1) Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)-				
communautés urbaines***				
- districts à fiscalité propre	81	SIREN propre	NIC propre	
- districts sans fiscalité propre	82	« »	« »	
- communautés de communes	83	« »	« »	
- communautés de villes	84	« »	« »	
- SAN (syndicats d'agglomérations nouvelles)	85	« »	« »	
- SIVU (syndicats intercommunaux à vocation unique)	91	« »	« »	
- SIVOM (syndicats intercommunaux à vocation multiple)	97	« »	« »	
	91	« »	« »	
2) Syndicats mixtes				
3) C.C.A.S (centres communaux ou intercommunaux d'action sociale)	93	« »	« »	
	94	« »	« »	
4) Caisse des écoles				
5) S.D.I.S. (services départementaux d'incendie et de sécurité)	96	« »	« »	
6) EPIC (hors régies)	91	« »	« »	
7) Régies à personnalité juridique	99	« »	« »	

.../...

## ANNEXE (suite)

dénomination	code type d'établissement**	immatriculation SIRET		remarques
		SIREN 9 caractères	NIC 5 caractères	
8) Centres de gestion de la fonction publique territoriale et CNFPT	98	« »	« »	
9) Autres EPA (dont EPA culturels)	91	« »	« »	
10) Etablissements publics d'entente interrégionale	91	« »	« »	
11) Etablissements publics d'entente interdépartementale	91	« »	« »	

\* Etablissements dotés de la personnalité juridique (« personnalité juridique » équivaut à « personnalité morale »)

\* \* pour le code TYPE D'ETABLISSEMENT, se référer à la note de service de la direction de la Comptabilité publique n° 97-006-s du 8 janvier 1997.

\*\*\* **Les communautés urbaines** bien qu'étant des EPL ne sont pas recensées à la Comptabilité publique avec l'application « EPL », mais sont centralisées avec les communes (application « CCC »).



## ANNEXE (suite)

SUITE TABLEAU N° 1

dénomination	code type d'établis- sement	immatriculation SIRET		remarques
		SIREN 9 caractères	NIC 5 caractères	
Associations syndicales de propriétaires*  - ASA (associations syndicales autorisées), - AFR (associations foncières de remembrement), - AFU (associations foncières urbaines).	86	SIREN propre	NIC propre	

\* Ces associations sont insérées dans ce tableau par extension de la notion d'EPL. Ce sont des établissements publics mais non des « établissements publics locaux ».

## ANNEXE (suite)

TABLEAU N° 2

**BUDGETS ANNEXES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES  
ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX**

dénomination	code	immatriculation SIRET		remarques
	type	SIREN	NIC	
	d'établis- sement	9 caractères	5 caractères	
Activités non dotées de la personnalité juridique				
1) budgets annexes gérant un service public industriel et commercial (SPIC)				
- services d'eau et d'assainissement - régies de transport, - collecte des ordures ménagères financées par une redevance, - services d'électricité et de gaz - abattoirs publics, - transports urbains et non urbains, - remontées mécaniques, - exploitation de parcs et de stationnement, - chauffage urbain, - foires, halles et marchés, - commerces gérés par défaillance du privé, - gestion des ports et aéroports, - offices de tourisme,...  - services départementaux	92	SIREN de la collectivité ou de l'EPL de rattachement	NIC propre	Le terme SPIC regroupe à la fois les budgets annexes et les établissements publics
- services régionaux	95	SIREN du département de rattachement	NIC propre	
	90	SIREN de la région de rattachement	NIC propre	
2) budgets annexes gérant des services à caractère administratif assujettis à la TVA (SPA)				
- location de salles - ateliers relais - production et ventes de lotissements - repas à domicile, foyers-logements, -cantine des écoles du 1° degré, - secteur sports et loisirs : hippodromes, golf, tennis, salles de sports et bases de loisirs, cinéma, théâtre,...	92	SIREN de la collectivité ou de l'EPL de rattachement	NIC propre « » « »	Ces activités peuvent être intégrées dans les budgets principaux

## ANNEXE (suite et fin)

SUIVE TABLEAU N° 2

dénomination	Code type d'établissement	immatriculation SIRET		Remarques
		SIREN 9 caractères	NIC 5 caractères	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- gîtes ruraux, campings, salles,</li> <li>- cuisine centrale,</li> <li>- laboratoires d'analyses,</li> <li>- refuges d'animaux,</li> <li>- parc de matériel des administrations,...</li> </ul>				
- budgets annexes des CCAS (maison de retraite, foyer-logement.....)	93	« »	NIC propre	Hors instr. comptable M21 Codification particulière du type pour les budgets annexes des CCAS : « 93 » et non « 92 »
- services départementaux (foyer départemental de l'enfance, laboratoire vétérinaire...)	95	SIREN du département de rattachement	NIC propre	
- services régionaux	90	SIREN de la région de rattachement	NIC propre	
Pseudo-budgets annexes : services à comptabilité distincte, sans personnalité morale (ces services ne sont pas à caractère industriel et commercial et ne sont pas soumis à la TVA)				
	92	SIREN de la collectivité ou de l'EPL de rattachement	NIC = 99xxx	Ne font pas l'objet d'une demande d'immatriculation à l'INSEE. Sont immatriculés parce qu'il existe un compte de gestion

Directeur de la publication :  
Michel GONNET

Impression : Imprimerie Nationale  
27, rue de la Convention - 75732 PARIS CEDEX

**ISSN : 0984 9114**